

Plaidoyer

pour une
**Méditerranée
vivante**

A photograph showing an aerial view of the Mediterranean sea. The water is a deep turquoise color with white foam from breaking waves. In the foreground, dark brown, craggy rocks are visible where the water meets the shore.

**FRANCE NATURE
ENVIRONNEMENT**

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



Pour une

L'érito du hérisson

Sous le soleil de Méditerranée, coquillages et crustacés ne parviennent plus à masquer les impacts que nos multiples activités font peser sur les milieux marins, au large comme sur les petits fonds côtiers. Au large, transport maritime, extractions en profondeur, production d'énergie, pêche industrielle... Et sur le littoral, pêche côtière, développement urbain et portuaire, câbles sous-marins, tourisme et loisirs... marquent de notre empreinte croissante une biodiversité fragile et des milieux reliés entre eux, rendus plus vulnérables encore avec le changement climatique..

Nos attentes : moins de blabla, plus d'actions

Lors du sommet SOS Océan, fin mars à Paris, le Président français a fixé 8 ambitions fortes pour ce 3^e rendez-vous de l'UNOC : gestion durable de la haute mer ; 30% des mers et océans en aires marines protégées ; pêche durable ; décarbonation du transport maritime ; lutte contre le plastique ; lutte contre changement climatique ; défense de la science ; économie bleue durable.

Nous voudrions croire à ces promesses vertueuses. Néanmoins, les décisions prennent régulièrement le contre-pied des discours : multiples reculs du droit de l'environnement, promotion des activités économiques et de la grande plaisance au détriment de la préservation des milieux marins, non-respect de nos engagements européens en termes de bon état écologique ou d'aires protégées...

Comment passer de ces grands discours prononcés la main sur le cœur lors de sommets internationaux à des actions concrètes, de terrain, aux bénéfices du Vivant et des populations riveraines de nos mers et océans ?

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT lutte contre toutes les formes de dégradation et de pollution des milieux marins, des littoraux et contre l'épuisement des ressources marines, œuvre pour la connaissance et la protection de la biodiversité marine et fait entendre la voix de la société civile dans la gouvernance des océans, de la mer et des littoraux. Le mouvement France Nature Environnement s'est donné comme ligne directrice l'objectif «1,5 planète en 2030, 1 planète en 2050».

Le présent document expose les actions principales que FNE Provence Alpes Côte d'Azur défend, en déclinaison de cet objectif phare, pour une Méditerranée vivante, pour une Méditerranée vivable.

Méditerranée vivante

selon
nos

5
défis

Stopper la dégradation des écosystèmes

en protégeant nos espaces naturels, en renaturant les milieux dégradés

Réduire les pollutions et prévenir les risques naturels, industriels et sociaux

en agissant pour la santé et le bien-être du vivant

S'adapter au changement climatique

tout en réduisant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre

Placer le vivant au cœur du débat démocratique

en impliquant toutes les citoyennes et les citoyens

Construire une société plus égalitaire et plus sobre

en définissant les conditions d'un modèle véritablement inclusif

Zoom sur les petits fonds côtiers



Un espace marin tout proche de nous...
trop proche de nous ?

La Méditerranée est une mer fermée, un écosystème interconnecté de grands fonds, de petits fonds côtiers, de lagunes, de plages... et nous !

UNE CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE FONDAMENTALE

La faune et la flore marine vit, se développe, se déplace au sein d'un réseau écologique constitué de milieux naturels, côtiers, benthiques et pélagiques qui lui seront particulièrement favorables à différentes étapes de son développement. Le sujet de la connectivité en mer est incontournable dans le cadre de la création et de la gestion de réseaux d'Aires Marines Protégées cohérents (AMP).

PETITS FONDS, GRANDS ATOUTS

Juste sous nos pieds, très accessibles de 0 à 30 m, les petits fonds côtiers de Méditerranée nous laissent profiter de leur beauté et de leurs ressources depuis des milliers d'années. Et au fil de l'histoire, nous ne nous en sommes pas privés ! Les civilisations les plus prospères se sont établies sur les rivages de la grande Bleue : pêche, commerce, extraction, joaillerie, transport côtier, puis tourisme et loisirs... jusqu'à dépasser les limites.

PETITS FONDS, GROSSES MENACES

Si longtemps nous avons su rester modestes dans nos rapports à la mer, depuis un peu plus d'un siècle l'urbanisation littorale et le développement économique de notre société moderne entraînent dégradations, artificialisations et destructions de ces milieux côtiers connectés et essentiels à toute la vie marine. L'arrivée du changement climatique nous a rendu conscients et responsables des nombreux services écosystémiques qui sont aujourd'hui menacés.

En Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, la société et l'économie dépendent très largement du littoral et de la mer. L'attractivité de ces littoraux ne faiblit pas, en dépit de risques pourtant croissants sous l'effet du dérèglement climatique (érosion, submersions, tempêtes, pénuries d'eau...).

Des opérations lancées il y a quelques années ou quelques décennies portent maintenant leurs fruits : amélioration des traitements des eaux usées rejetées en mer, réglementation du mouillage de plaisance, restitution et remise en état d'espaces littoraux, cantonnements de pêche ou réserves marines... autant d'actions qui favorisent la résilience de la mer.

PROTÉGER LA MÉDITERRANÉE : QUELLE APPROCHE ?

« *La solution la plus simple est presque toujours la meilleure* », Ce principe philosophique de résolution de problème fait valoir que la simplicité est préférable à la complexité.

Des outils existent. La France est même plutôt bien dotée en la matière. Avant même d'en inventer de nouveaux, il s'agirait en premier lieu de les mobiliser pleinement : sans dévoyance dérogatoire et en se donnant tous les moyens nécessaires (ressources financières et humaines de terrain).

Et concrètement, quelles actions développer ?

ÉVITER

Protection : préservation, restauration passive, et sensibilisation (éviter tout dommage, danger ou dégradations aux milieux et aux espèces)

RÉDUIRE

Réglementation et régulation des activités

COMPENSER

Restauration active

PETITS FONDS, à fond la biodiversité !

Fonds rocheux ou sableux, herbiers, forêts de macroalgues, lagunes côtières, coraux, grottes sous-marinnes... les petits fonds côtiers recèlent une grande diversité de milieux et abritent les écosystèmes les plus riches de Méditerranée. Peu profonds, ils offrent des conditions de vie idéale pour la faune et la flore marine : luminosité, nutriments, abris... ils sont un haut lieu de la chaîne trophique et le siège de nombreuses frayères et nurseries, pour la reproduction des populations marines, côtières et pelagiques. Rien que l'herbier de posidonies, écosystème pivot parmi les plus productifs au monde, abrite jusqu'à 25% des espèces animales et végétales connues de Méditerranée.





Rétablir l'ordre des choses

Notre lien à la Méditerranée est tel ⁽¹⁾ que parler de la protection des écosystèmes marins, c'est parler aussi de celle de notre société humaine. Le bon état écologique marin est la **condition sine qua non** de très nombreuses activités humaines (pêche professionnelle et de loisirs, aquaculture, tourisme...) et de notre patrimoine naturel méditerranéen au sens large.

Constat

D'année en année, les chiffres concernant la biodiversité marine sont de plus en plus accablants. Les sardines sont de plus en plus petites, la température moyenne de la mer bat des records, la biodiversité s'effondre en mer comme ailleurs : 66 % du milieu marin serait « **sévèrement altéré** » à ce jour par les activités humaines selon l'IUCN ⁽²⁾.

Le Plan Bleu, émanation de la Convention de Barcelone pour la protection de la Méditerranée, parle même de « **vacillement des civilisations méditerranéennes** », directement dépendantes de l'état écologique et climatique de Mare Nostrum.

Notre approche

Ce bon état doit être l'objectif premier, central, garanti, sans lequel aucune activité ou développement ne sera durable et ne devra donc être autorisé. De façon opérationnelle, cela se traduit par :

- 👉 la réduction des pressions (application et le renforcement de la réglementation relative des activités sectorielles),
- 👉 l'application stricte de la séquence Éviter – Réduire – Compenser [ERC] dans tout projet (projet nouveau et ré-actualisation de projet),
- 👉 la préservation des milieux côtiers et marins (des aires marines réellement protégées et protectrices), par la gestion / maîtrise de nos usages et en laissant la Nature tranquille pour se remettre d'elle-même.

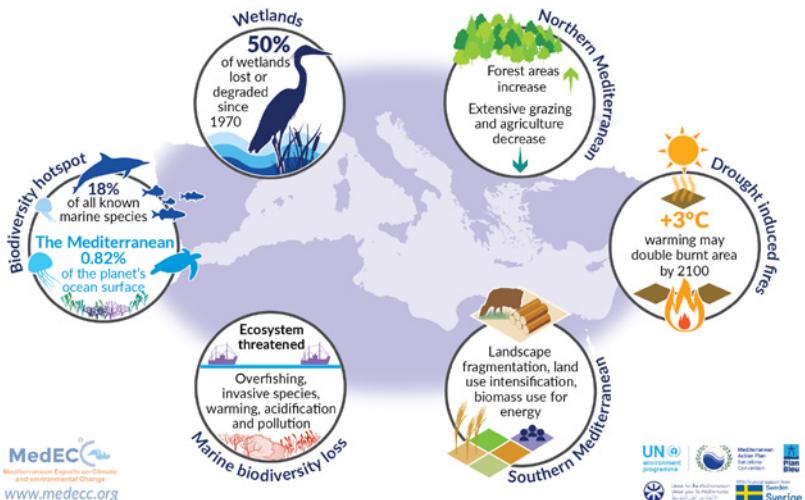
(1) « Le Sud ne serait pas le Sud sans notre Méditerranée. »

<https://www.maregionsud.fr/actualites/detail/une-courte-histoire-de-la-mediterranee>

(2) source IUCN Comité français (2021). https://iucn.fr/wp-content/uploads/2021/09/rapport_final_zpf-070921.pdf
Les zones de protection forte en mer. Partie 1 : Contexte, état des lieux et recommandations.



Mediterranean ecosystems: exceptional biodiversity under threat



EN PRIORITÉ

Une stricte réduction des pressions, à l'origine des dégradations.

→ Création de plus d'Aires Marines Protégées (AMP) :

- en milieu côtier et au large,
- répondant aux catégories I et II définies par l'IUCN⁽³⁾,
- dotées d'une réglementation plus protectrice que hors AMP, d'une gestion et d'une gouvernance privilégiant une approche qualitative et écosystémique, pour une réduction significative des pressions,

→ Garantie de la connectivité du réseau d'AMP.

Aller plus loin...

Mettre en œuvre l'ambitieux Plan de restauration de la Nature. Les États membres de l'UE ont jusqu'à septembre 2026 pour soumettre leurs projets nationaux. Si l'objectif fixé est de restaurer 30 % des habitats dégradés d'ici 2030 et 100 % à horizon 2050, nous devons aussi nous affranchir de la seule approche comptable pour proposer des critères qualitatifs, des sites et opérations qui répondront à cet objectif : améliorer très significativement la santé du Vivant et la fonctionnalité des milieux, et ce à court, moyen et long terme.

(3) Les catégories I et II englobent des écosystèmes non perturbés ou très légèrement impactés par les activités humaines.



De la terre à la mer

Environ 80% de la pollution en mer est d'origine tellurique. Elle entraîne une contamination de tous les organismes marins et ainsi de toute la chaîne alimentaire, jusqu'à notre assiette. En Méditerranée, mer fermée, les concentrations de plastique sont ainsi parmi les plus élevées au monde et représentent 95% des déchets sur les plages et en surface.

Le constat

Depuis 50 ans, il y a eu de gros progrès en matière de rejet en mer (assainissement urbain, filières de collecte et de tri des déchets...) mais encore de nombreux points noirs :

- apports telluriques par les fleuves,
- pollutions «émergentes» non traitées par les stations d'épuration littorales (STEP),
- ruissellement pluvial et urbain aggravé par la densification.

Notre approche

La réduction des pollutions se prévoit déjà "à terre" : **prévention, réduction et rétention** des déchets et macrodéchets à la source ; gestion des eaux pluviales; infiltration de l'eau dans les sols...). Le [ré]-aménagement de nos villes côtières (ou proches des fleuves) et de nos ports doit favoriser le grand cycle de l'eau dès les sources, les rivières et les fleuves, la désimperméabilisation, l'infiltration de l'eau au plus près d'où elle tombe et les capacités d'autoépuration des milieux.

EN PRIORITÉ

→ À terre : application et renforcement de la réglementation relative aux activités sectorielles (traitement des eaux usées, vraie réduction de la consommation de plastiques, de pesticides, d'intrants, respect des normes de rejet fixées aux industries),

→ En mer : contrôle des scrubbers à boucle ouverte de la grande croisière, en application de la zone de contrôle des SECA entrée en vigueur le 1^{er} mai 2025.

Aller plus loin... Stopper les exonérations fiscales et subventions aux activités polluantes pour les milieux marins. Les aides publiques doivent être conditionnées à des changements de pratiques en matière environnementale (traitement des rejets, réutilisation des eaux traitées, solutions fondées sur la nature, etc.).



Zoom sur les eaux de baignade



Le programme de surveillance des plages, "La Belle Plage", est une initiative de l'association **Eau et Rivières de Bretagne**, impliquée pour la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.

La qualité des eaux de baignade est suivie uniquement durant la saison estivale par les Agences régionales de santé. Seulement entre 4 et 14 prélèvements sont réalisés chaque année entre juin et septembre sur chaque plage.

Les plages sont classées suivant une grille européenne : « Excellent », « Bon », « Suffisant », « Insuffisant ». Ce classement, destiné à la comparaison à l'échelle européenne, décrit la qualité moyenne des eaux de baignade mais ne reflète pas la réalité des risques sanitaires pour les baigneurs, et encore moins pour l'écosystème !



- Rendre visible plus largement les pollutions (bactériologiques et physico-chimiques)
- Mettre en place un suivi épidémiologique des pathologies associées
- Poursuivre l'amélioration des eaux usées
- Agir sur les eaux pluviales urbaines



En savoir plus >



Faire face à la nature des littoraux

Le littoral est une bande soumise à l'influence réciproque des activités maritimes et terrestres, naturelles ou anthropiques.

Le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer exacerbent les risques littoraux : submersion marine, inondation, recul du trait de côte...

La résilience naturelle des littoraux est restreinte par l'artificialisation côtière qui perturbe les équilibres sédimentaires, aggravant ainsi les risques en présence d'enjeux.

Le littoral héberge aujourd'hui quelques 70 % de la population régionale. Ce sont donc autant de personnes ou de biens qui sont soumis à des risques littoraux croissants (érosion des côtes, tempêtes, submersions marines...)

Le constat

Le coût moyen annuel de la seule sinistralité **Inondation** (1989-2019) est en France métropolitaine de 8,6 millions d'euros par département, avec néanmoins de fortes disparités : pour les Alpes Maritimes de 55,6 millions d'euros, 53,8 millions d'euros dans le Var et 42,3 millions d'euros pour les Bouches-du-Rhône⁽¹⁾.

En France, 20% des côtes sont actuellement en recul, ce qui représente environ 900 km de littoral. 500 communes sont concernées par le **recul du trait de côte**, dont en région Provence Alpe-Côte d'Azur, un recul sur 43 % du linéaire côtier des Bouches-du Rhône, 45 % pour le Var, et 53 % pour les Alpes maritimes.

La bande littorale terrestre de 500 m est artificialisée à 42 % dans les Bouches-du-Rhône, à 63 % dans le Var et à 85 % dans les Alpes Maritimes ; 98 % du trait de côte des Alpes-Maritimes est déjà urbanisé !

Notre approche

La seule approche durable pour épargner les énergies et les finances des collectivités d'aujourd'hui et de demain est de laisser le littoral évoluer autant que possible selon sa nature mouvante, et lui rendre son espace de bon fonctionnement (infiltration de l'eau, recul, recomposition spatiale...). Il y a plus à gagner à travailler avec la nature que contre elle (solutions fondés sur la nature, préconisations de la SNGITC...).

(1) Source Rapport Cour des Comptes 2025 - L'aménagement du littoral méditerranéen face aux risques liés à la mer et aux inondations.

EN PRIORITÉ

NE PLUS ACCROITRE LES RISQUES !

→ Contraindre l'urbanisation et la densification littorale aux limites de capacité d'accueil des milieux, limites pouvant être définies par le Bon État Écologique : un milieu sain (non pollué) qui assure toutes ses fonctions vitales pour le vivant (habitat, nourriture, reproduction, croissance) pourra être considéré à l'équilibre de ses capacités d'accueil des activités anthropiques.

Aller plus loin ...

Changer de paradigme sur notre façon d'habiter le littoral. Repenser l'aménagement des villes littorales et engager la recomposition spatiale, en lien avec les territoires en arrière-littoral immédiat.

Sous la posidonie, la plage !

LE RECHARGEMENT DES PLAGES, UNE PRATIQUE QUI À LA LONGUE S'OPPOSE AU VIVANT

Réensablement, rechargement, engrassement : termes différents désignant la même pratique d'apport sédimentaire, une pratique qui s'est généralisée depuis de nombreuses années au motif d'embellir nos plages et de les conforter face à une érosion qui s'accentue, en raison d'une part de l'artificialisation des littoraux, et d'autre part du changement climatique (montée des eaux, plus grande fréquence de tempête...). Bien que considérée de manière abusive comme une technique douce, cette méthode a ses limites :

- altération des dynamiques hydrosédimentaires au-delà du site aménagé,
- hausse de la turbidité granulométrie inadaptée, abrasivité des sables de carrière
- impact potentiel sur la flore marine, en particulier les herbiers à posidonie, par étouffement dû à la dispersion de sédiments vers le large.



→ Respecter le caractère méditerranéen de nos plages avec leurs banquettes de posidonies et la proximité des herbiers,

→ Rendre un espace de bon fonctionnement au système "plage" pour une résilience naturelle optimum,

→ Encadrer solidement les processus de recharge de plage avec interdiction à proximité d'espèces protégées, études d'impacts systématiques, suivi annuel des linaires concernés (cartographie + registre...).



La Méditerranée en surchauffe

2024 a été marquée par les records : la température moyenne mondiale dépasse de plus de 1,5 degré Celsius, la température médiane quotidienne de la mer Méditerranée en surface atteint 28,67 °C !

+ 4 degrés de plus à horizon 2100 : le PNACC 3 s'aligne sur cette projection alarmiste pour s'adapter au dérèglement climatique et "*tout faire pour limiter ce dérèglement en atténuant ses émissions de gaz à effet de serre.*" ⁽¹⁾

Le constat

La hausse des températures de l'air et de l'eau, la hausse progressive du niveau de la mer, l'accroissement de la fréquence et de l'intensité des épisodes extrêmes (sécheresses, canicules, inondations) affectent toutes les espèces vivantes, tant humaine que non humaines, qui ne pourront pas s'adapter physiologiquement aux conditions extrêmes.

Notre approche

Agir dans une logique écosystémique, en développant la **gestion intégrée des zones côtières** et les solutions fondées sur la nature (SfN).

EN PRIORITÉ

- ➡ La fin de toutes aides publiques aux extractions d'énergies fossiles.
- ➡ et accompagnement des populations dépendantes pour une acceptation sociale de cette gestion de crise.

Aller plus loin ...

- ➡ Restaurer 100% des habitats naturels dégradés d'ici à 2050 pour permettre une efficience optimale des services écosystémiques (stockage carbone),
- ➡ Limiter la réalisation d'ouvrages de protection (digues sous marines, enrochements) qui nuisent au renouvellement des eaux de baignade,
- ➡ Sanctuariser les milieux marins non dégradés en lien avec les collectivités locales.

(1) Présentation du Plan National d'Adaptation au Changement Climatique : <https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/agir/espace-documentaire/presentation-du-plan-national-dadaptation-du-changement-climatique>



Placer le vivant au cœur du débat démocratique

Tous vivants tous concernés

Le constat

La législation environnementale en Europe, et en France en particulier, fait vraisemblablement partie des plus complètes. Elle reste cependant largement mal- ou inappliquée ! Trop de dérogations sont accordées, trop d'actions sont menées dans l'ignorance, ou pire, dans le déni de cette réglementation, trop de "simplifications" de procédures sont accordées... alors même que les documents soumis à consultation publique, loin d'être simples, font souvent des milliers de pages illisibles et indigestes.

En matière de dialogue environnemental, la Convention d'Aarhus et les directives européennes imposent de recueillir l'avis du public. Malgré la diversité des lieux, formes et sujets de débat et de gouvernance, l'expression des citoyens et les conclusions des enquêtes publiques ne sont que rarement prises en compte.

Notre approche

« *Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément.* » Cette formule de Nicolas Boileau rappelle la vertu d'une transmission efficace. La présentation non technique des projets soumis à concertation doit pouvoir être comprise de tous. L'éducation et la sensibilisation doivent ruisseler vers tous les publics pour une culture partagée des enjeux et modes de gestion. **Un public averti** est plus volontiers impliqué dans le **débat démocratique**.

EN PRIORITÉ

- ➡ L'écoute et la considération citoyenne
- ➡ le respect démocratique

Aller plus loin ...

→ Accueillons un nouvel interlocuteur dans le dialogue environnemental : la communauté du Vivant marin ! Sortons de notre entre-nous humain.

Débattons des droits de la Nature et des possibilités d'une personnalité juridique pour les entités naturelles. De plus en plus d'organisation et personnalités plaident pour une reconnaissance des droits de l'Océan et de la Méditerranée en France. D'autres pays ont déjà franchi le pas pour des montagnes, fleuves ou lagunes.

Une juste mesure pour le bien de tous



L'océan est un bien commun de l'humanité. Le bien commun renvoie à la notion d'un objet partagé dont tous doivent pouvoir bénéficier et, donc, dont chacun a la responsabilité face à tous les autres.

«*Dire que l'Océan est un bien commun de l'humanité, c'est affirmer que, directement ou indirectement, aujourd'hui et demain, toute l'humanité en bénéficie et qu'il doit être géré et préservé en conséquence*» Longitude 181

Le constat

Les ressources de l'océan sont surexploitées, des usages de la mer individualisés, un foncier littoral accaparé par des appétits privés... et des risques de plus en plus menaçants sous l'effet du changement climatique qui doivent être assumés collectivement. Et demain ?

Notre approche

L'équilibre des usages de la mer doit être recherché dans un souci d'**équité** et de **respect** des milieux. Concilier le développement des territoires avec un cadre de vie sain pour l'ensemble des habitants humains et non-humains.

EN PRIORITÉ

- ➡ Modération des prélèvements des ressources, à un niveau conciliable avec la résilience des populations et des écosystèmes (eau, poissons et autres vivants, matériaux...)
- ➡ Révision des critères de subventions au regard des impacts sociaux des activités industrielles maritimes (exemple d'injustice sociale de la pêche côtière / pêche industrielle : 3 % des flottes de pêche capturent la moitié des poissons au détriment de 97 % des pêcheurs artisans).
- ➡ Réduction des emprises foncières (urbanisation - densification)

Aller plus loin ...

- ➡ Évaluer et maîtriser le processus de gentrification dans les espaces littoraux.
- ➡ Mettre en débat le principe d'assurabilité (mutualisation ou responsabilisation face aux risques ?).

LA MÉDITERRANÉE EST FRAGILE MAIS QUAND ON LA PROTÈGE VRAIMENT, ELLE EST PLUS FORTE !

Notre planète est bleue parce que mers et océans recouvrent 70 % de sa surface. Ils représentent 97% de l'eau sur Terre, fournissent oxygène et nourriture et régulent le climat. L'Océan n'est pas une variable d'ajustement, il est essentiel.

Ce 3^e rendez-vous de l'UNOC devra nous inspirer au niveau régional et nous donner une direction, une boussole pour la Mer-au-milieu-des-terres : construire une diplomatie environnementale, où peuples et États œuvreront avec la Biodiversité et dans le vivre-ensemble, pour les générations futures.

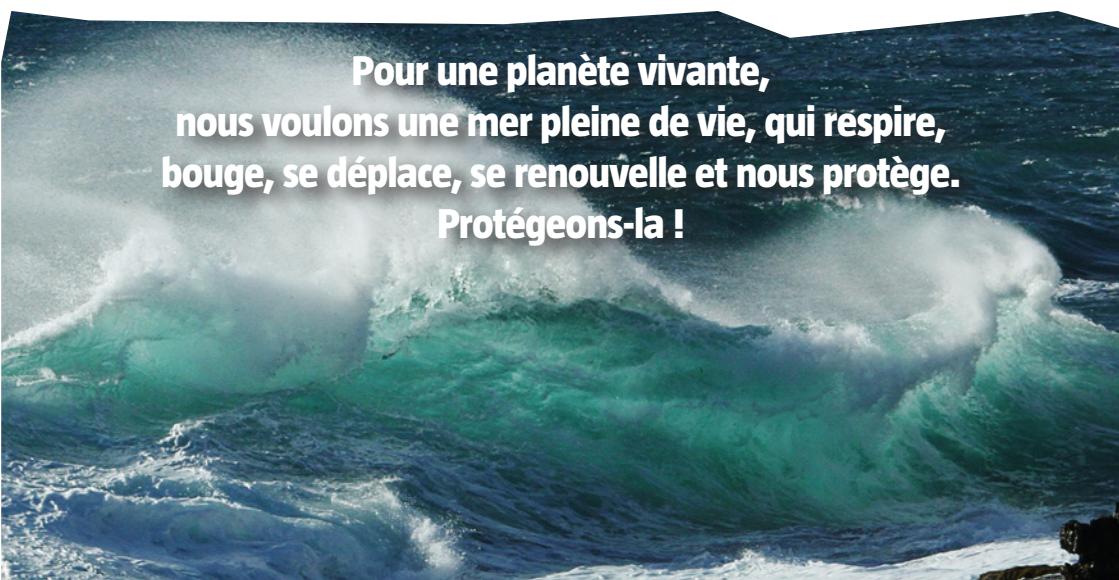
On a identifié les problèmes, on connaît les solutions,
on dispose des outils. Arrêtons de faire semblant !

▶ **Préservons et renforçons le dialogue, entre nous et avec le Vivant.**

▶ **Inversons le paradigme actuel de l'exploitation en faveur de la protection.**
La protection des littoraux, des mers et des océans doit être la règle par défaut, et non plus l'exception. Aux activités de démontrer qu'elles n'ont pas d'impact sur les milieux.

▶ **Réduisons strictement les pressions à l'origine des dégradations,**
allégeons notre empreinte, individuellement et collectivement.

**Pour une planète vivante,
nous voulons une mer pleine de vie, qui respire,
bouge, se déplace, se renouvelle et nous protège.
Protégeons-la !**





« Je crois très profondément que le combat pour la biodiversité est central et il est indissociable de la lutte contre le réchauffement et le dérèglement climatique car tout se tient et les implications d'un échec d'un côté sont immédiats de l'autre côté. »

Extrait du discours prononcé par le Président de la République, Emmanuel MACRON, à l'occasion du lancement de l'Office français de la biodiversité le 13 février 2020 à Chamonix.

Avec le soutien de



france.tv

LES
SUPER-POUVOIRS
DE L'
OCEAN



Ne pas jeter sur la voie publique, ni à la mer !
- Le point de vue exprimé dans ce document n'engage que FNE PACA et ne reflète pas nécessairement celui de ses financeurs -
Juin 2025 - Rédaction France Nature Environnement Provence-Alpes-Côte d'Azur - Photos Mattia Trabucchi, Dominique Calmet, Nathalie Caune